

N°2016-BCA-106

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 5
- Votants : 5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONGES BONIFIES**

Le 07 décembre 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Un sapeur de 1<sup>ère</sup> classe, recruté au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) en février 2015 et originaire de la Guadeloupe, a récemment émis le souhait de pouvoir bénéficier de congés bonifiés.

Les agents territoriaux titulaires originaires d'un département d'Outre-Mer ou de Saint-Pierre-et-Miquelon qui exercent en métropole peuvent, sous certaines conditions, bénéficier des congés bonifiés institués pour les fonctionnaires de l'État. Ces congés sont prévus par l'article 57 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Une circulaire du 3 janvier 2007 est venue en préciser les termes.

Pour pouvoir en bénéficier, les fonctionnaires territoriaux résidant en métropole doivent avoir, dans ces départements, leur résidence habituelle. Celle-ci s'entend comme le lieu où se trouvent leurs centres d'intérêts moraux et matériels. Ils doivent également justifier d'une durée minimale de service ininterrompue de 36 mois en tant que fonctionnaire stagiaire ou titulaire.

L'octroi de ce dispositif se caractérise en premier lieu par l'attribution d'une bonification de congés d'une durée maximale de 30 jours tous les trois ans, qui doit suivre obligatoirement le congé annuel. La durée maximale du congé bonifié ne peut alors excéder 65 jours consécutifs (trajets, samedi, dimanche et jour férié inclus).

Concomitamment, et pendant toute la durée de leur congé (hors jours d'embarquement et de débarquement), les bénéficiaires perçoivent un complément de rémunération appelé « indemnité de cherté de vie ». Celle-ci représente 40% du traitement indiciaire brut du bénéficiaire, et est soumise à l'impôt sur le revenu.

Enfin, le fonctionnaire concerné, son conjoint (sous conditions) et ses enfants à charge ayant moins de 20 ans au moment du départ voient leur frais de voyage supportés par la collectivité. Le remboursement de ces frais intervient à l'issue du congé bonifié et sur présentation des pièces justificatives dédiées.

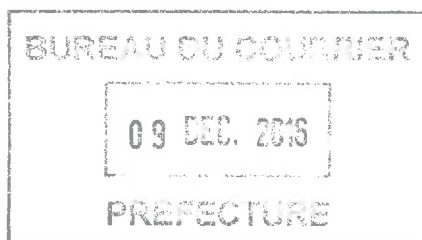
Il vous est ainsi proposé :

- d'émettre un avis favorable à l'attribution des congés bonifiés si un agent dispose des conditions requises par les dispositions réglementaires ;
- d'autoriser le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre des congés bonifiés au sein du Sdis 76 ;
- d'autoriser le président à engager les dépenses afférentes à l'application du dispositif ;
- d'abroger et remplacer les délibérations n°5 du 9 juillet 2008 et n°2012-CA-09 portant sur les congés bonifiés.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**